



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Communiqué de presse n° YY/XX  
POUR DIFFUSION IMMEDIATE  
[18 janvier 2017]

Fonds monétaire international  
Washington, D.C. 20431 USA

### **Les Services du FMI et le Togo concluent un accord au niveau des services au titre de la Facilité Élargie de Crédit**

Les communiqués de presse publiés en fin de mission par les services du FMI incluent des déclarations qui expriment leurs observations préliminaires au terme d'une mission dans un pays. Les opinions exprimées dans ces conclusions sont celles des services du FMI et ne sont pas nécessairement celles du Conseil d'administration. Sur la base des observations préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera soumis à l'examen et à la décision du Conseil d'administration du FMI.

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Cemile Sancak, s'est rendue à Lomé du 5 au 18 janvier 2017 pour mener des discussions avec les autorités togolaises sur un programme appuyé par un accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit.

Au terme des discussions, Mme Sancak a fait la déclaration suivante :

« Les services du FMI et le Togo ont conclu un accord au niveau des services, sous réserve de l'approbation par la Direction et le Conseil d'administration du FMI, sur un programme, qui pourrait être appuyé par un accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit d'un montant de 176 millions de DTS (environ 238 millions de dollars EU), soit 120 % du quota du Togo au FMI.<sup>1</sup>

« Le programme économique convenu et appuyé par l'accord au titre de la FEC vise à améliorer les conditions de vie des populations et à maintenir un environnement macroéconomique stable compatible avec la viabilité de la dette publique. Il aura pour principaux objectifs de : i) réduire le déficit budgétaire global pour garantir la viabilité de la dette à long terme ; ii) recentrer les politiques sur la croissance durable et inclusive à travers

---

<sup>1</sup> La FEC est un mécanisme de prêt qui apporte un appui soutenu à un programme à moyen terme au cas à la balance des paiements connaîtrait des problèmes persistants.

des dépenses sociales ciblées et des dépenses d'infrastructure financées de manière judicieuse ; (iii) remédier aux faiblesses du secteur financier. Le programme comprend un ensemble complet de réformes visant à accélérer la mise en œuvre de réformes clés de l'administration des recettes et la gestion des finances publiques, le renforcement de la gestion de la dette, la résolution des faiblesses des banques publiques et l'accompagnement du développement du secteur privé.

« Le gouvernement renforcera le solde primaire pour rétablir progressivement la viabilité de la dette publique. Le programme cible un excédent du solde primaire de 2 % du PIB d'ici 2019 (base caisse, dons compris). À cette fin, le gouvernement maîtrisera les dépenses en capital dans le budget tout en améliorant la gestion des investissements publics et en œuvrant, en partenariat avec le secteur privé ainsi que les partenaires techniques et financiers, à continuer d'améliorer les infrastructures. Il mobilisera également des recettes supplémentaires grâce à l'amélioration accrue de l'administration des recettes et à l'élargissement de l'assiette fiscale, en mettant l'accent sur la refonte du système d'exonérations et de dépenses fiscales.

« Le gouvernement envisage de poursuivre ses politiques axées sur la croissance durable et inclusive à travers des dépenses sociales ciblées et des investissements financés de manière judicieuse à travers des programmes tels que le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV). Les autorités sont en train d'identifier les priorités de développement dans le Plan National de Développement pour la période allant de 2018 à 2022 et prévoient de les intégrer pleinement dans le budget.

« Le programme devrait susciter un soutien important de la part des partenaires au développement. Dans ce contexte, l'aide officielle sous la forme de dons et de prêts concessionnels renforcera la viabilité de la dette. Avec des efforts constants et résolus, le programme des autorités renforcera la stabilité macroéconomique et favorisera une croissance soutenue et inclusive.

« L'équipe du FMI remercie les autorités pour leur chaleureuse hospitalité, leur coopération étroite et les discussions constructives qu'elle a eues.

« L'accord établi au niveau des services du FMI devrait être soumis à l'examen du Conseil d'administration du FMI en avril 2017. »